

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Notre-Dame-du-Laus

Code géographique : 79005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Daisy Constantineau, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Notre-Dame-du-Laus pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-20 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au cours de l'exercice 2008, la municipalité a adopté un règlement décrétant l'imposition de droits aux exploitants de carrières et sablières situées sur son territoire, basé sur les quantités de matière première extraite. Malgré l'adoption de ce règlement, aucune procédure permettant le suivi de ces quantités n'avait été mise en place par la municipalité, au 31 décembre 2014, permettant la facturation de ces droits aux exploitants de carrières et sablières et ainsi seul le montant estimatif facturé aux exploitants a été comptabilisé aux livres au 31 décembre 2014 à titre de revenus pour ces mêmes droits. Compte tenu qu'aucun mécanisme de suivi n'a été mis en place, la direction de la municipalité n'est pas en mesure de fournir le montant exact qui aurait dû être comptabilisé à ce titre. Par conséquent, il nous est impossible de déterminer le montant des redressements qui auraient dû être apportés aux revenus ainsi qu'à la réserve financière correspondante, suite à la comptabilisation de ces droits et d'en vérifier l'intégralité et l'exactitude.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Par

Stéphane Dumoulin, CPA auditeur, CA

Mont-Laurier, Québec

DATE 2015-05-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 699 003	2 693 000	2 722 171			2 722 171
Compensations tenant lieu de taxes	2	193 971	193 000	196 684			196 684
Quotes-parts	3					348 748	
Transferts	4	335 331	181 000	189 898		124 640	314 538
Services rendus	5	308 830	287 000	341 140		157 095	498 235
Imposition de droits	6	169 933	152 000	145 832			145 832
Amendes et pénalités	7	9 726	7 000	8 433			8 433
Intérêts	8	19 558	12 000	24 542		3 636	28 178
Autres revenus	9	(21 694)				2 847	2 847
	10	3 714 658	3 525 000	3 628 700		636 966	3 916 918
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		180 000				
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	9 945					
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	9 945	180 000				
	18	3 724 603	3 705 000	3 628 700		636 966	3 916 918
Charges							
Administration générale	19	650 546	819 000	686 384	10 979		697 363
Sécurité publique	20	480 384	479 000	473 071	52 277		525 348
Transport	21	1 015 902	1 015 000	963 020	183 214		1 146 234
Hygiène du milieu	22	369 809	377 500	372 704	6 687	553 896	584 539
Santé et bien-être	23	12 044	12 500	13 076	3 477		16 553
Aménagement, urbanisme et développement	24	256 355	232 500	255 172	4 670		259 842
Loisirs et culture	25	275 295	308 000	292 081	23 350		315 431
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	37 239	41 000	40 217		30 048	70 265
Amortissement des immobilisations	28	228 876	185 956	284 654	(284 654)		
	29	3 326 450	3 470 456	3 380 379		583 944	3 615 575
Excédent (déficit) de l'exercice	30	398 153	234 544	248 321		53 022	301 343

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	398 153		234 544	248 321	53 022	301 343
Moins: revenus d'investissement	2	(9 945)	(180 000)	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	388 208		54 544	248 321	53 022	301 343
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	228 876		185 956	284 654	74 967	359 621
Produit de cession	5	11 900					
(Gain) perte sur cession	6	(806)					
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	239 970		185 956	284 654	74 967	359 621
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	22 500					
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	22 500					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(169 496)	(204 500)	(274 790)	(74 616)	(349 406)	(349 406)
	18	(169 496)	(204 500)	(274 790)	(74 616)	(349 406)	(349 406)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(93 830)	(424 000)	(640 032)	(27 393)	(667 425)	(667 425)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				463	463	463
Excédent de fonctionnement affecté	21	115 281	388 000	384 153	2 317	386 470	386 470
Réserves financières et fonds réservés	22	1 590		1 590		1 590	1 590
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	23 041	(36 000)	(254 289)	(24 613)	(278 902)	(278 902)
	26	116 015	(54 544)	(244 425)	(24 262)	(268 687)	(268 687)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	504 223			3 896	28 760	32 656

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	9 945		180 000			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(1 248)	(33 000)	(2 359)	()	()	(2 359)
Sécurité publique	3	(10 937)	(14 000)	(372 592)	()	()	(372 592)
Transport	4	(228 783)	(162 000)	(49 474)	()	()	(49 474)
Hygiène du milieu	5	()	()	()	(136 357)	()	(136 357)
Santé et bien-être	6	()	()	(278 169)	()	()	(278 169)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(7 402)	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(21 698)	(395 000)	(7 611)	()	()	(7 611)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(270 068)	(604 000)	(710 205)	(136 357)	()	(846 562)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	166 293		396 380		77 339	473 719
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	93 830	424 000	640 032		27 393	667 425
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15			100 000		92 550	192 550
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	93 830	424 000	740 032		119 943	859 975
	19	(9 945)	(180 000)	426 207		60 925	487 132
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20			426 207		60 925	487 132

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	398 153	234 544	248 321	53 022	301 343	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2 (	270 068 ) (	604 000 ) (	710 205 ) (	136 357 ) (	846 562)
Produit de cession	3	11 900					
Amortissement	4	228 876	185 956	284 654	74 967	359 621	
(Gain) perte sur cession	5	(806)					
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(30 098)	(418 044)	(425 551)	(61 390)	(486 941)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	22 500					
Variation des stocks de fournitures	9	(4 120)		(20 358)	428	(19 930)	
Variation des autres actifs non financiers	10	566		188	214	402	
	11	18 946		(20 170)	642	(19 528)	
	12	387 001	(183 500)	(197 400)	(7 726)	(205 126)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	387 001	(183 500)	(197 400)	(7 726)	(205 126)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	157 095		544 096	(794 665)	(250 569)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	157 095		544 096	(794 665)	(250 569)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	544 096		346 696	(802 391)	(455 695)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	579 201	505 898	2 461	508 359
Placements temporaires	2	752 638	757 966		757 966
Débiteurs (note 5)	3	395 645	403 129	158 533	561 662
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5			84 674	84 674
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	1 727 484	1 666 993	245 668	1 912 661
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	130 898	143 271	115 122	258 393
Revenus reportés (note 12)	13	22 920	24 276		24 276
Dette à long terme (note 13)	14	1 029 570	1 152 750	932 937	2 085 687
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	1 183 388	1 320 297	1 048 059	2 368 356
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	544 096	346 696	(802 391)	(455 695)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	6 050 930	6 476 481	1 267 182	7 743 663
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	101 773	122 131	3 961	126 092
Autres actifs non financiers (note 17)	21	18 647	18 459	1 548	20 007
	22	6 171 350	6 617 071	1 272 691	7 889 762
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 077 368	235 264	69 889	305 153
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 050 079	1 410 336	99 643	1 509 979
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	26	(419 303)	6 904	(26 554)	(19 650)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	5 007 302	5 311 263	327 322	5 638 585
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	6 715 446	6 963 767	470 300	7 434 067

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	398 153	248 321	53 022	301 343
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	228 876	284 654	74 967	359 621
Autres					
- Gain cession d'immobilisation	3	(806)			
-	4				
	5	626 223	532 975	127 989	660 964
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	46 494	(7 484)	11 803	4 319
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(120 833)	12 373	(12 716)	(343)
Revenus reportés	9	3 571	1 356		1 356
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	22 500			
Stocks de fournitures	12	(4 120)	(20 358)	428	(19 930)
Autres actifs non financiers	13	566	188	214	402
	14	574 401	519 050	127 718	646 768
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	270 068 ) (	710 205 ) (	136 357 ) (	846 562)
Produit de cession	16	11 900			
	17	(258 168)	(710 205)	(136 357)	(846 562)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21			(31 776)	(31 776)
	22			(31 776)	(31 776)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	166 293	396 380	77 339	473 719
Remboursement de la dette à long terme	24 (	169 496 ) (	274 790 ) (	74 616 ) (	349 406)
Variation nette des emprunts temporaires	25				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 590	1 590	3 267	4 857
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(1 613)	123 180	5 990	129 170
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	314 620	(67 975)	(34 425)	(102 400)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 017 219	1 331 839	36 886	1 368 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 331 839	1 263 864	2 461	1 266 325

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	835 562	929 000	865 342		865 342
Charges sociales	2	150 803	151 000	153 401		153 401
Biens et services	3	1 405 151	1 486 000	1 360 341		1 360 341
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	37 239	41 000	38 627	30 048	68 675
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8			1 590		1 590
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	544 703	568 500	561 586	478 929	691 767
Autres	10					
Autres organismes	11	123 297	107 000	114 838		114 838
Amortissement des immobilisations	12	228 876	185 956	284 654	74 967	359 621
Autres						
- Réclamation dommage et intérêt	13	819	2 000			
-	14					
-	15					
	16	3 326 450	3 470 456	3 380 379	583 944	3 615 575

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	2 693 000	2 722 171	2 699 003
Compensations tenant lieu de taxes	2	193 000	196 684	193 971
Quotes-parts	3			
Transferts	4	465 277	314 538	335 331
Services rendus	5	443 994	498 235	485 083
Imposition de droits	6	152 000	145 832	169 933
Amendes et pénalités	7	7 000	8 433	9 726
Intérêts	8	13 738	28 178	22 902
Autres revenus	9		2 847	183 965
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 968 009	3 916 918	4 099 914
Charges				
Administration générale	12	867 613	697 363	662 816
Sécurité publique	13	494 392	525 348	498 673
Transport	14	1 145 948	1 146 234	1 180 591
Hygiène du milieu	15	554 074	584 539	617 046
Santé et bien-être	16	12 500	16 553	12 044
Aménagement, urbanisme et développement	17	235 283	259 842	260 461
Loisirs et culture	18	327 800	315 431	297 959
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	77 497	70 265	66 940
	21	3 715 107	3 615 575	3 596 530
Excédent (déficit) de l'exercice	22	252 902	301 343	503 384
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		7 132 724	6 629 340
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		7 132 724	6 629 340
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		7 434 067	7 132 724

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	252 902	301 343	503 384
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	818 764 ) (	846 562 ) (	365 515)
Produit de cession	3			11 900
Amortissement	4	263 764	359 621	325 065
(Gain) perte sur cession	5			(806)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(555 000)	(486 941)	(29 356)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			22 500
Variation des stocks de fournitures	9		(19 930)	(2 893)
Variation des autres actifs non financiers	10		402	566
	11		(19 528)	20 173
	12	(302 098)	(205 126)	494 201
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(302 098)	(205 126)	494 201
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(250 569)	(744 770)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(250 569)	(744 770)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(455 695)	(250 569)

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements à long terme	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	508 359	616 087
Placements temporaires	2	757 966	752 638
Débiteurs (note 5)	3	561 662	565 981
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	84 674	52 898
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 912 661	1 987 604
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	258 393	258 736
Revenus reportés (note 12)	13	24 276	22 920
Dette à long terme (note 13)	14	2 085 687	1 956 517
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	2 368 356	2 238 173
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(455 695)	(250 569)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	7 743 663	7 256 722
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	126 092	106 162
Autres actifs non financiers (note 17)	21	20 007	20 409
	22	7 889 762	7 383 293
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	7 434 067	7 132 724
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	7 434 067	7 132 724
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	7 434 067	7 132 724
Obligations contractuelles (note 18)			
Éventualités (note 19)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	301 343	503 384
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	359 621	325 065
Autres			
- Gain cession d'immobilisation	3		(806)
-	4		
	5	660 964	827 643
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	4 319	(18 651)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(343)	(101 991)
Revenus reportés	9	1 356	3 571
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		22 500
Stocks de fournitures	12	(19 930)	(2 893)
Autres actifs non financiers	13	402	566
	14	646 768	730 745
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(846 562)	(365 515)
Produit de cession	16		11 900
	17	(846 562)	(353 615)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	(31 776)	(16 594)
	22	(31 776)	(16 594)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	473 719	166 293
Remboursement de la dette à long terme	24	(349 406)	(241 806)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	4 857	5 165
Autres			
-	27		
-	28		
	29	129 170	(70 348)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(102 400)	290 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 368 725	1 078 537
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 266 325	1 368 725

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre (RIDL).

Les comptes de la municipalité et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la RIDL pour l'exercice est de 11,5863%.

La RIDL administre l'entente de gestion des déchets solides signée par douze municipalités locales dont la municipalité de Notre-Dame-du-Laus.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la municipalité de Notre-Dame-du-Laus excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la municipalité s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****C) Actifs financiers****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La municipalité et la Régie présente dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le disponible. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

Placements

Les placements temporaires et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

Les placements à long terme sont présentés au coût et dépréciée lors d'une baisse durable de valeur.

D) Actifs non financiers**Frais payés d'avances**

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité et ses organismes contrôlés bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité et ses organismes contrôlés bénéficieront des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les stocks détenus par la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre sont constitués de bacs et de matières recyclables et de produits chimiques. Ils sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations de la municipalité sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement dégressif selon les taux ci-bas et les immobilisations sont présentées au coût amorti. Les acquisitions d'immobilisation au moyen de contrats de crédit-bail sont comptabilisées comme des additions aux immobilisations à la valeur actualisée des paiements mensuels plus la valeur d'acquisition à la fin du contrat.

Infrastructures: 2,5 % et 5 %

Bâtiments: 2,5 %

Véhicules: 20 %

Ameublement et équipements de bureau: 10 % et 30 %

Machinerie, outillage et équipements: 10 %

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont pas amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de service.

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, celle-ci est redressée et n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. De plus, elle est également débitée au poste d'investissement net dans les éléments à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

Infrastructures - Chemin: 40 ans
Infrastructure - Autres- Site d'enfouissement actif: 40 ans
Infrastructure - Autres - Bassin d'Accumulation, enclos des cendres et usine de traitement des eaux : 30 ans
Infrastructure - Autres- Cellules d'enfouissement : 5 ans
Bâtiments: 40 ans
Ameublement et équipements de bureau : 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers - Véhicules lourds, balance et système de captation Biogaz : 20 ans
Machinerie, outillage et équipements divers - Équipements, enseignes, équipements informatiques et équipements téléphoniques : 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont pas amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de service.

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, celle-ci est redressée et n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. De plus, elle est également débitée au poste d'investissement net dans les éléments à long terme.

E) Revenus de transfert

Le subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédent et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité ou la Régie, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation repondant à la définition d'un passif. La municipalité ou la Régie comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

N/A

H) Instruments financiers

N/A

I) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

Les principales estimations au niveau de la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre comprennent la provision pour créances douteuses, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides.

Placements

Les placements temporaires et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Constatation des produits autres que les revenus de transferts

La municipalité et ses organismes contrôlés constate leurs produits lorsqu'il existe une preuve suffisante qu'une entente est survenue, que les services ont été rendus et qu'il n'y a aucune incertitude quant à leur acceptation, que le montant de la vente est fixé ou mesurable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	3 688
Placements temporaires	2	528 616
Placements à long terme	3	52 898
Note		
Le dépôt à terme de la RIDL porte intérêts au taux de 3,14% et vient à échéance en juillet 2016, il est affecté à la réserve financière «Frais de fermeture».		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	131 374
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	292 171
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	68 103
Organismes municipaux	8	4 651
Autres		
- Comptes-clients	9	176 829
- Sommes 'a recouvrir et intérêt	10	27 374
	11	565 981
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
N/A		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
N/A		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	84 674
	24	52 898
		84 674
		52 898
Note		
Le dépôt à terme porte intérêts au taux de 3,14% et vient à échéance en juillet 2016, il est affecté à la réserve financière «Frais de fermeture».		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 18 318	16 753
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>18 318</u>	<u>16 753</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

N/A

10. Emprunts temporaires		
La municipalité de Notre-Dame-du-Laus dispose d'une marge de crédit autorisée de 200 000 et porte intérêts au taux préférentiel de l'institution financière. à la date des états financiers le taux était de 3 % et la marge de crédit n'était pas utilisée.		
La Régie dispose de deux marges de crédit autorisées de 2 500 000 \$ et de 4 500 000 \$ (part de la municipalité : 289 657 \$ et 521 383 \$) portant intérêts aux taux préférentiel et renouvelable en juin 2021. Au 31 décembre 2014, les deux marges de crédit étaient inutilisées et le taux préférentiel était de 3 %.		
De plus, la Régie dispose d'une lettre de garantie commerciale d'un montant autorisé de 9 000 \$(part de la municipalité : 1 043 \$)portant intérêts au taux préférentiel majoré de 20 % et renouvelable en 2015. Au 31 décembre 2014, la lettre de garantie commerciale était inutilisée et le taux préférentiel était de 3 %.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	97 815	69 952
Salaires et avantages sociaux	38	46 174	68 426
Dépôts et retenues de garantie	39	29 339	32 526
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	47 768	39 203
Autres			
- Gouvernement du Québec	42	15 040	29 914
- Gouvernement du Canada	43	8 723	8 620
- Organismes municipaux	44	4 205	
- Intérêts courus	45	9 329	10 095
- Autres courus et passifs	46		
	47	<u>258 393</u>	<u>258 736</u>

Note

Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2014

2013

Lieu d'enfouissement technique (LET)

En vertu de lois environnementales, un passif doit être constaté dans les états financiers de la RDIL au titre des activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement. Ce passif est constaté en fonction de la capacité utilisée du site d'enfouissement.

Selon l'évaluation des coûts postfermeture réalisé en 2014, la capacité résiduelle du site est estimée à 192 052 mètres cubes (part de la municipalité 22 252 mètres cubes) au 31 décembre 2014, donc considérant une activité annuelle de 21 339 mètres cubes (part de la municipalité 2 472 mètres cubes) la durée de vie résiduelle du site est de 9 ans. Ainsi la régie devra commencer la gestion postfermeture du site à partir de 2024. Un montant de 39 600 \$ (part de la municipalité 4 588 \$) est anticipé pour la réalisation des activités que comporte la gestion postfermeture du site. Considérant que la période postfermeture est de 30 ans, un taux d'inflation de 2 % et un taux d'actualisation de 3 %, le coût de ces activités évalué en fonction des déboursés totaux prévus actualisés au 1er janvier 2024 représente une somme de 1 286 851 \$ (part de la municipalité 149 098 \$).

Cette somme actualisée au 1er janvier 2015 à un taux de 3% représente un total de 986 264\$ (part de la municipalité 114 272 \$) pour une capacité de 330 000 mètres cube (part de la municipalité 38 235 mètres cube), soit 2,9887 \$ par mètre cube (part de la municipalité 0.35 \$). Au 31 décembre 2014, 137 948 mètres cube (part de la municipalité 15 983 mètres cube) ont été utilisées ce qui représente un montant de 412 282 \$ (part de la municipalité 47 768 \$) qui a été comptabilisé à titre de passif aux états financiers. La décharge a donc au 31 décembre 2014 une capacité inutilisée de 192 052 mètres cube (part de la municipalité 22 252 mètres cube).

Le placement à long terme totalisant 730 815 \$ (part de la municipalité 84 674 \$) est affecté au passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	48	24 276	22 920
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52	24 276	22 920

Note

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,47	5,67	2015	2039	53	2 105 197	1 980 884
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	2 105 197	1 980 884
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(19 510)	(24 367)
					63	2 085 687	1 956 517

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2015	64	72	327 775	80	89	97	327 775
2016	65	73	242 679	81	90	98	242 679
2017	66	74	1 243 189	82	91	99	1 243 189
2018	67	75	100 364	83	92	100	100 364
2019	68	76	187 389	84	93	101	187 389
2020 et +	69	77	3 801	85	94	102	3 801
	70	78	2 105 197	86	95	103	2 105 197
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	2 105 197	88	96	105	2 105 197

Note
S/O

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(455 695)	(250 569)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(455 695)	(250 569)

Note
S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	3 684 132	140	167	(1 061 150)	194	4 745 282	
Autres	113	1 807 921	141	153 449	168	195	1 961 370	
Réseau d'électricité	114		142	169		196		
Bâtiments	115	1 183 620	143	284 412	170	197	1 468 032	
Améliorations locatives	116		144	171		198		
Véhicules	117	1 238 831	145	365 708	172	199	1 604 539	
Ameublement et équipement de bureau	118	277 901	146	4 484	173	200	282 385	
Machinerie, outillage et équipement divers	119	893 142	147	62 070	174	201	955 212	
Terrains	120	194 151	148	175		202	194 151	
Autres	121	7 258	149	176		203	7 258	
	122	<u>9 286 956</u>	150	<u>870 123</u>	177	<u>(1 061 150)</u>	204	<u>11 218 229</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 225 637</u>	151	<u>(23 561)</u>	178	<u>1 061 150</u>	205	<u>140 926</u>
	124	<u>10 512 593</u>	152	<u>846 562</u>	179		206	<u>11 359 155</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153	180		207		
Eaux usées	126		154	181		208		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	884 819	155	83 324	182	209	968 143	
Autres	128	394 506	156	74 654	183	210	469 160	
Réseau d'électricité	129		157	184		211		
Bâtiments	130	386 511	158	28 790	185	212	415 301	
Améliorations locatives	131		159	186		213		
Véhicules	132	818 844	160	120 568	187	214	939 412	
Ameublement et équipement de bureau	133	220 713	161	12 482	188	215	233 195	
Machinerie, outillage et équipement divers	134	549 337	162	39 621	189	216	588 958	
Autres	135	1 141	163	182	190	217	1 323	
	136	<u>3 255 871</u>	164	<u>359 621</u>	191		218	<u>3 615 492</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>7 256 722</u>					219	<u>7 743 663</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222						229	

Note

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235		
Note			
N/A			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	20 007	20 409
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	20 007	20 409
Note			
N/A			

18. Obligations contractuelles

Conformément à des contrats de location-exploitation à long terme expirant en 2019, la municipalité loue un photocopieur. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices aux termes de ces contrats sont les suivants:

2015 - 3 049 \$
 2016 - 3 049 \$
 2017 - 3 049 \$
 2018 - 3 049 \$
 2019 - 3 049 \$

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2015, la Régie s'est engagée à verser annuellement 1 565 148 \$ (part de la municipalité 181 343 \$) (avant taxes et clauses d'ajustement), pour des services de cueillette et de transport des déchets domestiques et de matières résiduelles.

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2016, la Régie s'est engagée à versé 549 \$ par voyage (part de la municipalité de 64 \$) avant taxes pour le transport de matières recyclables.

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2017, la Régie s'est engagée à versé 677 \$ par voyage (part de la municipalité de 78 \$) avant taxes pour la collecte de matelas.

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2017, la Régie s'est engagée à versé 7,45 \$ par unité (part de la municipalité de 0,86 \$) avant taxes pour le traitement

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

de matelas.

La Régie s'est engagée en vertu d'une entente en janvier 2013 à avril 2017 envers un centre de tri à acheminer exclusivement à celui-ci les matières recyclables d'origine domestique. La régie s'est engagée à verser la somme de 20 652 \$ (part de la municipalité de 2 393 \$) avant le 1er mars de chaque année civile à partir de 2013 et ce, pour toute la durée de l'entente, de même qu'à verser un montant de 32 094 \$ (part de la municipalité de 3 719 \$) sur demande du conseil d'administration le 1er mars de chaque année civile à partir de 2013 et ce, pour toute la durée de l'entente afin de combler tout manque à gagner éventuel du centre de tri.

La Régie s'est engagé à acheter un terrain au coût de 200 000 \$ (part de la municipalité de 23 173 \$) conditionnellement à l'obtention du morcellement au cadastre.

La Régie s'est engagée pour une période de 3 ans, renouvelable annuellement, à partir de 2014 à envoyer les cendres à la Ferme F.P. Raymond SENC au coût de 8 \$ (part de la municipalité de 0,93 \$) par tonne de cendres. De plus, la Régie versera 3 \$ (par de la municipalité de 0,35 \$) par tonne de cendres à Bélanger Agro-Consultants, de même qu'un montant de 5 000 \$ (part de la municipalité de 579 \$) par année pour la gestion du projet de valorisation des cendres.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Régie.

22. Instruments financiers**Risque de crédit**

La RIDL ne consent du crédit à leurs clients qu'après analyse de leur situation respective. Cet organisme estime qu'il n'était soumis à aucun risque significatif de crédit au 31 décembre 2014.

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme et de la dette à long terme établie en fonction des flux monétaires actualisés futurs se rapproche de la valeur comptable puisque les conditions des accords de financement existants sont sensiblement les mêmes que les conditions du marché actuel pour un instrument de dette similaire.

2014**2013**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	240	508 359	616 087
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242	757 966	752 638
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	1 266 325	1 368 725

Note

N/A

24. Chiffre de l'exercice précédent

Certains des chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 305 153	1 243 614
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 509 979	1 119 935
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	4 (19 650)	(506 782)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 5 638 585	5 275 957
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	7
	7 7 434 067	7 132 724
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affecté exercice suivant	8 360 000	184 000
- Chemin Lac Corbeau	9	19 000
- Développement Récréo-Brookfie	10 351 811	349 104
- Réforme Cadastrale	11 10 000	10 000
- Réseau routier	12 100 000	100 000
- Infrastructure	13 406 805	275 665
- Camion incendie	14	75 000
- Patrimoine	15 146 000	
-	16	
	17 1 374 616	1 012 769
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
- Terrain	19 23 173	23 173
- Autres	20 76 470	46 683
	21 99 643	69 856
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 7 280	7 280
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 15 853	15 853
Financement des activités de fonctionnement	33 12 587	14 177
Autres	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 35 720	37 310
	39 1 509 979	1 119 935

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	() ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	43 () ()	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	() ()
Autres	45 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	46 () ()	() ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	() ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	() ()
Autres		
-	51 () ()	() ()
-	52 () ()	() ()
	53 () ()	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	() ()
Autre financement	55 () ()	() ()
	56 () ()	() ()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 6 904	6 904
Investissements à financer	58 (26 554) ()	(513 686)
	59 (19 650)	(506 782)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 7 743 663	7 256 722
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 7 743 663	7 256 722
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 2 085 687	1 956 517
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 19 510	24 367
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	() ()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	() ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	() ()
	71 2 105 197	1 980 884
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (119)	(119)
	73 2 105 078	1 980 765
	74 5 638 585	5 275 957

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité verse pour son directeur général un pourcentage déterminé de 5 %. Pour les autres employés réguliers le pourcentage est fixé à 2 %. Les employés sont libres de cotiser le montant qu'ils désirent. La charge des cotisations versées est imputée dans les postes de charges.

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

REER collectif avec contributions conjointes (employés-employeur)

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	18 318	16 753

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Note
S/O

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dette à long terme	1	1 165 337
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 165 337
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	966 414
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	2 131 751
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	192 245
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	2 323 996
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 323 996
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 169 000	2 189 089	2 189 089
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 169 000	2 189 089	2 189 089
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	346 000	341 163	341 163
Autres				
-Service de la dette - chemin	14	5 000	4 625	4 625
-Numérotation civique	15	1 000	560	445
-Compensation roulotte	16	42 000	43 520	43 200
Centres d'urgence 9-1-1	17		8 741	7 961
Service de la dette	18	130 000	134 473	138 036
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	524 000	533 082	533 082
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	524 000	533 082	533 082
	26	2 693 000	2 722 171	2 722 171
				2 699 003

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	2 840	1 825	1 824
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	160	480	480
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	185 000	185 355	185 355
	31	188 000	187 660	187 659
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	4 000	8 620	5 862
	35	4 000	8 620	5 862
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	192 000	196 280	193 521
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	840	84	290
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	160	320	160
Taxes d'affaires	43			
	44	1 000	404	450
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	193 000	196 684	193 971

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	173 000	111 411	111 762
Enlèvement de la neige	58		68 067	61 269
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	8 000		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73		8 762	8 124
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86		1 658	1 658
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	181 000	189 898	181 155

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	180 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	180 000		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		124 640	
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			154 176
	138		124 640	154 176
TOTAL DES TRANSFERTS	139	361 000	189 898	314 538
			314 538	335 331

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	2 000	1 918	1 507
Sécurité incendie	145	2 000		
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	4 000	1 918	1 918
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		17 282	23 834
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			1 294
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163		3 000	3 021
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		20 282	28 128
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	3 000		3 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	3 000		3 000
Réseau d'électricité	180			
	181	7 000	22 200	30 046
				13 084

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	9 000	14 637	11 971
Sécurité publique	183	2 000	1 170	4 281
Transport				
Réseau routier	184	207 000	211 200	206 185
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	12 000	19 116	183 737
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	50 000	72 817	65 825
Réseau d'électricité	194			
	195	280 000	318 940	471 999
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	287 000	341 140	485 083
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	27 000	27 993	28 594
Droits de mutation immobilière	198	120 000	117 839	141 339
Droits sur les carrières et sablières	199	5 000		
Autres	200			
	201	152 000	145 832	169 933
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	7 000	8 433	9 726
INTÉRÊTS	203	12 000	24 542	22 902
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			806
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			(22 500)
Contributions des promoteurs	207			9 945
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		2 847	195 714
	212		2 847	183 965

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	105 500	103 371		103 371	103 371	92 405
Application de la loi	2	10 500	6 870		6 870	6 870	8 946
Gestion financière et administrative	3	499 000	446 453	10 979	457 432	457 432	440 256
Greffe	4		356		356	356	6 034
Évaluation	5	78 000	77 707		77 707	77 707	65 867
Gestion du personnel	6						
Autres	7	126 000	51 627		51 627	51 627	49 308
	8	819 000	686 384	10 979	697 363	697 363	662 816
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	313 000	316 451		316 451	316 451	321 332
Sécurité incendie	10	160 000	154 601	52 277	206 878	206 878	177 028
Sécurité civile	11	5 000	2 019		2 019	2 019	313
Autres	12	1 000					
	13	479 000	473 071	52 277	525 348	525 348	498 673
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	631 500	536 806	153 189	689 995	689 995	730 136
Enlèvement de la neige	15	335 500	400 925	30 025	430 950	430 950	414 153
Éclairage des rues	16	11 000	11 517		11 517	11 517	11 150
Circulation et stationnement	17	33 000	11 838		11 838	11 838	23 515
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 000	1 934		1 934	1 934	1 637
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 015 000	963 020	183 214	1 146 234	1 146 234	1 180 591

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24		6 687	6 687	6 687	6 858
Traitement des eaux usées	25	10 000	8 556	8 556	8 556	6 246
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	113 500	119 851	119 851	324 999	372 803
Élimination	28	167 000	152 000	152 000	152 000	100 543
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	14 000	8 986	8 986	8 986	43 816
Tri et conditionnement	30		48 500	48 500	48 500	66 490
Matières organiques						
Collecte et transport	31	16 000	25 792	25 792	25 792	150
Traitement	32	9 000				
Matériaux secs	33	39 000	4 120	4 120	4 120	476
Autres	34					13 969
Plan de gestion	35	2 000	852	852	852	
Autres	36					
Cours d'eau	37	7 000	4 047	4 047	4 047	5 695
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	377 500	372 704	6 687	379 391	584 539
						617 046
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000	5 028	5 028	5 028	5 413
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	7 500	8 048	3 477	11 525	6 631
	44	12 500	13 076	3 477	16 553	12 044
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	146 500	118 683	4 670	123 353	105 345
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	80 000	128 894	128 894	128 894	149 406
Tourisme	49	6 000	7 595	7 595	7 595	5 710
Autres	50					
Autres	51					
	52	232 500	255 172	4 670	259 842	260 461

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	222 500	184 497	22 377	206 874	206 874	231 317
Patinoires intérieures et extérieures	54		10 922		10 922	10 922	10 899
Piscines, plages et ports de plaisance	55	12 500	5 382		5 382	5 382	5 260
Parcs et terrains de jeux	56		78		78	78	
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	8 000	6 496		6 496	6 496	6 928
	60	243 000	207 375	22 377	229 752	229 752	254 404
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	43 000	32 539	973	33 512	33 512	37 936
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	17 000					
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	5 000	52 167		52 167	52 167	5 619
	66	65 000	84 706	973	85 679	85 679	43 555
	67	308 000	292 081	23 350	315 431	315 431	297 959
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	41 000	38 627		38 627	68 675	65 350
Autres frais	70						1 590
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72		1 590		1 590	1 590	
	73	41 000	40 217		40 217	70 265	66 940
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74		185 956	284 654	(284 654)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Par

Stéphane Dumoulin, CPA auditeur, CA

Mont-Laurier, Québec

DATE 2015-05-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	2 722 171
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	2 722 171

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	2 722 171
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 722 171</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 741		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>43 520</u>	10	<u>52 261</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 669 910</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>333 673 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>339 114 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>336 394 100</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 669 910</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>336 394 100</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] , [7 | 9 | 3 | 7] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		122 464	74 666
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	19 000		
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11		7 424	10 241
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	395 000	284 412	284 412
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		365 708	183 556
Ameublement et équipement de bureau	18	33 000	4 484	15 069
Machinerie, outillage et équipement divers	19	157 000	55 601	71 443
Terrains	20			10 540
Autres	21			
	22	604 000	710 205	365 515

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		129 888	84 907
Autres immobilisations	33		716 674	280 608
	34		710 205	365 515

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 980 884	473 719	349 406	2 105 197
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 980 884	473 719	349 406	2 105 197
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	66 748		14 204	52 544
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 914 136	473 719	335 202	2 052 653
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 980 884	473 719	349 406	2 105 197
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	1 980 884	473 719	349 406	2 105 197
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	1 980 884	473 719	349 406	2 105 197

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	78 000	77 707	65 867
Autres	3	59 000	57 659	56 312
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	2 000	2 019	1 073
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 000	1 934	1 637
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	350 000	348 928	486 377
Cours d'eau	13	3 000	1 086	3 076
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	500		
Autres	17		226	235
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	19 000	18 819	18 717
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	42 000	42 042	43 052
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	13 000	6 574	6 928
Activités culturelles	23		4 592	5 619
Réseau d'électricité				
	24			
	25	568 500	561 586	688 893

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	148 671	30 928	179 599
Professionnels	2					
Cols blancs	3	8,00	35,00	236 150	44 393	280 543
Cols bleus	4	3,00	40,00	358 797	66 425	425 222
Policiers	5					
Pompiers	6	18,00	6,00	49 308	7 383	56 691
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	31,00		792 926	149 129	942 055
Élus	9	7,00		72 416	4 272	76 688
	10	38,00		865 342	153 401	1 018 743

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	188 240		1 658	189 898
	17	188 240		1 658	189 898

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	6 870	27		53	6 870	79		105	6 870	131
Évaluation	2	77 707	28		54	77 707	80		106	77 707	132
Autres	3	601 807	29	10 979	55	612 786	81	14 637	107	598 149	133
	4	686 384	30	10 979	56	697 363	82	14 637	108	682 726	134
Sécurité publique											
Police	5	316 451	31		57	316 451	83	1 918	109	314 533	135
Sécurité incendie	6	154 601	32	52 277	58	206 878	84	1 170	110	205 708	136
Sécurité civile	7	2 019	33		59	2 019	85		111	2 019	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	473 071	35	52 277	61	525 348	87	3 088	113	522 260	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	536 806	36	153 189	62	689 995	88	5 765	114	684 230	40 217
Enlèvement de la neige	11	400 925	37	30 025	63	430 950	89	205 435	115	225 515	
Autres	12	23 355	38		64	23 355	90		116	23 355	
Transport collectif	13	1 934	39		65	1 934	91		117	1 934	
Autres	14		40		66		92		118		
	15	963 020	41	183 214	67	1 146 234	93	211 200	119	935 034	40 217
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43	6 687	69	6 687	95		121	6 687	147
Traitement des eaux usées	18	8 556	44		70	8 556	96		122	8 556	148
Réseaux d'égout	19		45		71		97	14 115	123	(14 115)	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	271 851	46		72	271 851	98	5 001	124	266 850	150
Matières recyclables	21	87 398	47		73	87 398	99	17 282	125	70 116	151
Autres	22	852	48		74	852	100		126	852	152
Cours d'eau	23	4 047	49		75	4 047	101		127	4 047	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	372 704	52	6 687	78	379 391	104	36 398	130	342 993	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
			+	=	-		=			
Santé et bien-être										
Logement social	157	5 028	172	187	5 028	202	217	5 028	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159	8 048	174	3 477	11 525	204	219	11 525	234	
	160	13 076	175	3 477	16 553	205	220	16 553	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	118 683	176	4 670	123 353	206	221	123 353	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	136 489	178	193	136 489	208	223	136 489	238	
Autres	164		179	194		209	224		239	
	165	255 172	180	4 670	259 842	210	225	259 842	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	207 375	181	22 377	229 752	211	75 817	153 935	241	
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	32 539	182	973	33 512	212	227	33 512	242	
Autres	168	52 167	183	198	52 167	213	228	52 167	243	
	169	292 081	184	23 350	315 431	214	75 817	239 614	244	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	3 055 508	186	284 654	3 340 162	216	341 140	2 999 022	246	40 217

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	710 205	270 068
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	710 205	270 068

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 077 368	851 145
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 077 368	851 145
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 896	504 223
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(100 000)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(746 000)	(278 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(842 104)	226 223
Solde à la fin de l'exercice	12	235 264	1 077 368
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 012 769	850 050
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 012 769	850 050
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(384 153)	(115 281)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	746 000	278 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	361 847	162 719
Solde à la fin de l'exercice	22	1 374 616	1 012 769
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	37 310	38 900
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	37 310	38 900
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(1 590)	(1 590)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(1 590)	(1 590)
Solde à la fin de l'exercice	31	35 720	37 310

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (419 303)	(419 303)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (419 303)	(419 303)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 426 207	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 426 207	
Solde à la fin de l'exercice	60 6 904	(419 303)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 5 007 302	4 996 501
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 5 007 302	4 996 501
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 303 961	10 801
Solde à la fin de l'exercice	67 5 311 263	5 007 302

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution		
	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	15 853	2		3	4	5	6		7		8	15 853
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10	11	12	13		14			
	15	15 853	16		17	18	19	20		21			15 853

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 6 | 5 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][]	\$
Égout	2	[][][][] , [][]	\$
Eau et égout	3	[][][][] , [][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][]	\$
Matières résiduelles	5	[1][6][0] , [0][0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Chemin du lac des cèdres	50,0000	4	
Chemin du lac serpent	25,0000	4	
Chemin Philippe	279,4400	4	
Chemin des coquelicots	133,6600	4	
Chemin des hydrangées	191,5000	4	
Réflexion des chemins	42,0000	4	
Boues septiques	,0500	7	le gallon

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	7 682	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 565	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 66, rue principale CP 10
(no) (rue)
Notre-Dame-du-Laus (Québec) J0X 2M0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 767-2247
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 767-3102
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@mun-ndl.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Daisy Constantineau

Téléphone (819) 767-2247
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 767-3102
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@mun-ndl.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Rochon Dumoulin Comptables Professionnel

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 363, rue Chasles
(no) (rue)
Mont-Laurier (Québec) J9L 2T7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 623-3268
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 623-3682
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sdumoulin@danielrochon.ca

Responsable du dossier Stéphane Dumoulin CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Daisy Constantineau , atteste que le rapport financier consolidé de Notre-Dame-du-Laus pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Notre-Dame-du-Laus consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Notre-Dame-du-Laus détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 301 343 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,7937 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-13 11:33:57

Date de transmission au Ministère : 2015/05/20

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Notre-Dame-du-Laus

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	3 714 658	3 525 000	3 628 700	636 966	3 916 918
Investissement	2	9 945	180 000			
	3	3 724 603	3 705 000	3 628 700	636 966	3 916 918
Charges	4	3 326 450	3 470 456	3 380 379	583 944	3 615 575
Excédent (déficit) de l'exercice	5	398 153	234 544	248 321	53 022	301 343
Moins : revenus d'investissement	6	(9 945)	(180 000)	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	388 208	54 544	248 321	53 022	301 343
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	228 876	185 956	284 654	74 967	359 621
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(169 496)	(204 500)	(274 790)	(74 616)	(349 406)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(93 830)	(424 000)	(640 032)	(27 393)	(667 425)
Excédent (déficit) accumulé	12	116 871	388 000	385 743	2 780	388 523
Autres éléments de conciliation	13	33 594				
	14	116 015	(54 544)	(244 425)	(24 262)	(268 687)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	504 223		3 896	28 760	32 656

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	395 645	403 129	561 662	565 981
Autres	2	1 331 839	1 263 864	1 350 999	1 421 623
	3	1 727 484	1 666 993	1 912 661	1 987 604
Passifs					
Dette à long terme	4	1 029 570	1 152 750	2 085 687	1 956 517
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	153 818	167 547	282 669	281 656
	7	1 183 388	1 320 297	2 368 356	2 238 173
Actifs financiers nets (dette nette)	8	544 096	346 696	(455 695)	(250 569)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	6 050 930	6 476 481	7 743 663	7 256 722
Autres	10	120 420	140 590	146 099	126 571
	11	6 171 350	6 617 071	7 889 762	7 383 293
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 077 368	235 264	305 153	1 243 614
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 050 079	1 410 336	1 509 979	1 119 935
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 () () () () (
Financement des investissements en cours	15	(419 303)	6 904	(19 650)	(506 782)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	5 007 302	5 311 263	5 638 585	5 275 957
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	6 715 446	6 963 767	7 434 067	7 132 724

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Affecté exercice suivant	19	360 000	184 000
- Chemin Lac Corbeau	20		19 000
- Développement Récréo-Brookfie	21	351 811	349 104
- Réforme Cadastre	22	10 000	10 000
- Réseau routier	23	100 000	100 000
- Infrastructure	24	406 805	275 665
- Camion incendie	25		75 000
- Patrimoine	26	146 000	
-	27		
	28	1 374 616	1 012 769
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	99 643	69 856
	30	1 474 259	1 082 625
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	35 720	37 310
	33	1 509 979	1 119 935

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	2 699 003	2 693 000	2 722 171	2 722 171
Compensations tenant lieu de taxes	2	193 971	193 000	196 684	196 684
Quotes-parts	3				
Transferts	4	335 331	181 000	189 898	314 538
Services rendus	5	308 830	287 000	341 140	498 235
Autres	6	177 523	171 000	178 807	185 290
	7	3 714 658	3 525 000	3 628 700	3 916 918
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10		180 000		
Autres	11	9 945			
	12	9 945	180 000		
	13	3 724 603	3 705 000	3 628 700	3 916 918

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
Administration générale						
Évaluation	1	78 000	77 707	77 707	77 707	65 867
Autres	2	741 000	608 677	10 979	619 656	596 949
Sécurité publique						
Police	3	313 000	316 451	316 451	316 451	321 332
Sécurité incendie	4	160 000	154 601	52 277	206 878	177 028
Autres	5	6 000	2 019	2 019	2 019	313
Transport						
Réseau routier	6	1 011 000	961 086	183 214	1 144 300	1 178 954
Transport collectif	7	4 000	1 934	1 934	1 934	1 637
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	10 000	8 556	6 687	15 243	13 104
Matières résiduelles	10	360 500	360 101		360 101	598 247
Autres	11	7 000	4 047		4 047	5 695
Santé et bien-être	12	12 500	13 076	3 477	16 553	12 044
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	146 500	118 683	4 670	123 353	105 345
Promotion et développement économique	14	86 000	136 489		136 489	155 116
Autres	15					
Loisirs et culture	16	308 000	292 081	23 350	315 431	297 959
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	41 000	40 217		40 217	66 940
Amortissement des immobilisations	19	185 956	284 654	(284 654)	70 265	
	20	3 470 456	3 380 379		3 380 379	3 615 575
						3 596 530

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3